

La contribution des associations de femmes dans le développement des communautés n'est plus à démontrer. De l'avis de Fatou Sow, sociologue et coordonatrice du Réseau femmes sous lois musulmanes (WLUML), elles ont porté la voix des femmes du Sud dans les instances internationales et impulsé la prise en compte des spécificités de genre dans les politiques. Les avancées enregistrées ont permis de renforcer les organisations de femmes et de les outiller pour promouvoir l'égalité entre les sexes et un meilleur accès des femmes au pouvoir et aux ressources.

Seulement, intégrer les femmes dans les politiques inclut une meilleure prise en compte des spécificités liées au genre dans les processus de définition et d'élaboration des programmes. Pour cela, Fatou Sow, invite à réfléchir aux stratégies pour traduire les concepts dans des langues compréhensibles et accessibles aux communautés. Les droits sexuels et les droits reproductifs par exemple restent des termes flous et une mauvaise compréhension a souvent suscité une vive levée de boucliers des conservateurs.

Pour le Dr Mary Okumu du bureau Afrique du Sud et de l'Est de l'UNCD, ces instruments doivent être traduits en actions concrètes pour avoir une incidence directe sur les femmes et les communautés. Elle plaide ainsi pour l'élaboration d'outils et la mise à disposition de ressources adaptées pour plus d'efficacité dans les interventions. Selon le Dr Mary Okumu de nombreux instruments législatifs ont été élaborés et des ressources considérables affectées à la mise en oeuvre de programmes et projets en faveur des droits des femmes. Toutefois l'application effective de ces politiques reste un défi majeur pour les acteurs et les organisations.

Aussi, la compréhension des concepts constitue déjà un écueil majeur. Ce qui fait dire à Jane Onyangu du Mouvement des femmes de Kibera au Kenya que les femmes des communautés à la base sont rarement informées des politiques qui leur sont adressées, donc très peu impliquées dans leur mise en oeuvre. Mme Onyango porte ainsi un plaidoyer pour que les femmes à la base soient impliquées dans la définition des projets et programmes les concernant.

Près de 30 ans après les premières conférences des Nations Unies sur les femmes, les défis restent nombreux. Des synergies bien pensées, le partage des bonnes pratiques et la vulgarisation des histoires à succès devraient permettre aux communautés de construire un

leadership transformatif dans le sens de la promotion des droits humains.

Par Ndéye Débo SECK, Source: <http://fr.allafrica.com/stories/201212061670.html>